

Le Parlement plébiscite la méthode Djogbénou

À l'Assemblée nationale, le leadership de Joseph Fifamè Djogbénou semble déjà imprimer sa marque. Réunis en séance plénière ce mercredi 9 septembre 2026, les députés de la 10^e législature ont adopté à l'unanimité le budget de l'institution pour l'exercice 2027. Une approbation qui intervient dans un contexte marqué par la volonté affichée de renforcer la rigueur dans la gestion des ressources publiques.



Labiou Amadou Djibril met en avant la rigueur budgétaire et la modernisation de l'Institution

Les appréciations des députés Ahouanvoebla, Djamilatou Sabi Mohamed, Akponna et Gansè



Clément Hounkpè et la Ligue des Jeunes redonnent le sourire aux enfants démunis



BUDGET 2027 DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Labiou Amadou Djibril met en avant la rigueur budgétaire et la modernisation de l'Institution



À l'occasion de l'examen et du vote du projet de budget de l'Assemblée nationale au titre de la gestion 2027, le Premier Questeur, Labiou Amadou Djibril, a pris la parole pour mettre en lumière les choix opérés dans la préparation du budget de l'institution. Entre discipline budgétaire, modernisation du Parlement et amélioration des conditions de travail des députés et du personnel, son intervention a surtout insisté sur la nécessité d'une gestion optimale des ressources publiques.

Le Parlement béninois s'est doté de sa première véritable feuille de route budgétaire de la nouvelle mandature avec l'examen du projet de budget de l'Assemblée nationale pour l'exercice 2027. À la tribune, le Premier Questeur, Labiou Amadou Djibril, a apporté des éclairages sur les principaux choix ayant guidé l'élaboration de ce budget.

Arrêté à 31 614 329 965 francs CFA, le budget 2027 connaît une diminution d'environ 4,37 % par rapport à l'exercice précédent. Une baisse que le Premier Questeur explique notamment par la volonté de maîtriser certaines charges et par la disparition de dépenses exceptionnelles liées à l'installation des députés de la 10^e législature.

Une baisse assumée, sans renoncer aux priorités

Pour Labiou Amadou Djibril, la diminution du budget ne traduit aucun recul dans le fonctionnement de l'institution. Bien au contraire, elle s'inscrit dans une démarche de rationalisation et de maîtrise des dépenses.

« L'essentiel demeure totalement préservé », a-t-il fait valoir, en présentant les principales orientations retenues pour l'exercice 2027.

Le budget doit ainsi permettre de garantir le fonctionnement régulier du Parlement, tout en accompagnant sa transformation. Une attention particulière est notamment accordée à la digitalisation des procédures législatives, administratives et parlementaires, ainsi qu'au renforcement des capacités des députés et du personnel parlementaire.

Renforcer l'efficacité des missions constitutionnelles

Dans son intervention, le Premier Questeur a également rappelé que le budget doit donner à l'Assemblée nationale les moyens d'assumer pleinement ses missions constitutionnelles.

Il s'agit notamment de renforcer le contrôle de l'action gouvernementale et les mécanismes de reddition de comptes, aussi bien au niveau national que communal.

Cette orientation traduit, selon lui,

la volonté de mettre les moyens financiers au service de l'efficacité parlementaire et de permettre aux élus de la Nation de disposer de conditions de travail adaptées à l'exercice du mandat qui leur a été confié par le peuple.

Le nouveau siège du Parlement reste une priorité

Autre point majeur relevé par Labiou Amadou Djibril : la poursuite du projet de construction du nouveau siège de l'Assemblée nationale.

Le Premier Questeur a salué le maintien de l'effort financier consacré à ce projet, dont le budget a été réévalué à la hausse d'environ 1,5 milliard de francs CFA, notamment pour prendre en compte l'acquisition et l'installation des équipements nécessaires.

Cette décision témoigne de la volonté de poursuivre la modernisation de l'institution parlementaire et de lui offrir des infrastructures à la hauteur de ses missions.

Un appel à la responsabilité collective

Au terme de son intervention, Labiou Amadou Djibril a placé l'exécution du budget 2027 sous le signe de la bonne gouvernance, de la transparence et de la discipline budgétaire.

Pour le Premier Questeur, l'adoption du budget ne constitue que la première étape. L'enjeu réside désormais dans sa bonne exécution et dans l'utilisation optimale des ressources mises à la disposition de l'institution.

Son appel aux députés est donc clair : conjuguer les efforts pour transformer les prévisions budgétaires en résultats concrets et permettre à l'Assemblée nationale d'accomplir efficacement ses missions.

À travers cette intervention, Labiou Amadou Djibril apparaît ainsi comme l'un des artisans de la ligne budgétaire de la nouvelle mandature, fondée sur la maîtrise des dépenses, la modernisation des outils de travail et la recherche permanente d'une plus grande efficacité dans la gestion des ressources publiques.

Emeric Joël ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel “www.lemblemedujour.com”

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS

Email : lemblemedujour@gmail.com
Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com
TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

BUDGET 2027 DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le Parlement plébiscite la méthode Djogbénou



À l'Assemblée nationale, le leadership de Joseph Ffamè Djogbénou semble déjà imprimer sa marque. Réunis en séance plénière ce mercredi 9 septembre 2026, les députés de la 10^e législature ont adopté à l'unanimité le budget de l'institution pour l'exercice 2027. Une approbation qui intervient dans un contexte marqué par la volonté affichée de renforcer la rigueur dans la gestion des ressources publiques.

Le budget arrêté pour 2027 s'élève à 31 641 329 965 FCFA, contre 33 085 700 909 FCFA en 2026, soit

une diminution de 1 444 370 944 FCFA, correspondant à une baisse de 4,37 %.

Une baisse qui traduit une volonté de rationalisation

Loin d'être un simple exercice comptable, le vote du budget 2027 traduit une orientation assumée : faire mieux avec des ressources maîtrisées.

Sous la présidence de Joseph Ffamè Djogbénou, l'Assemblée nationale entend ainsi privilégier une gestion davantage axée sur la ra-

tionalisation des dépenses, l'efficacité du fonctionnement parlementaire et la préservation des ressources de l'État.

Cette baisse budgétaire apparaît dès lors comme un signal de responsabilité. Elle montre que l'institution parlementaire entend elle aussi s'inscrire dans une dynamique de bonne gouvernance et de maîtrise des charges publiques.

Les députés apportent leur soutien au président Djogbénou

Le caractère unanime du vote

constitue surtout un témoignage fort de la confiance dont bénéficie le président Joseph Djogbénou auprès des députés.

En donnant leur quitus au budget proposé, les parlementaires ont non seulement approuvé les prévisions financières de l'Assemblée nationale, mais également accompagné les choix de gestion défendus par la présidence de l'institution.

Les différentes interventions enregistrées au cours des débats ont ainsi permis de mettre en lumière les efforts engagés pour assurer un fonctionnement efficace du Parlement, tout en maintenant une attention particulière sur la rationalisation des dépenses.

Une Assemblée nationale tournée vers l'efficacité

À travers ce vote, les députés de la 10^e législature envoient un message de cohésion et de responsabilité. Ils réaffirment leur volonté de travailler aux côtés du président Djogbénou pour faire de l'Assemblée nationale une institution plus efficace, plus rigoureuse et davantage tournée vers les résultats.

Le budget 2027 devra notamment permettre à l'institution de poursuivre normalement ses missions constitutionnelles : voter les lois, contrôler l'action du Gouverne-

ment et évaluer les politiques publiques, tout en assurant le fonctionnement de ses différentes structures.

Djogbénou, une méthode qui séduit

Quelques mois après son arrivée à la tête de l'Assemblée nationale, Joseph Ffamè Djogbénou peut déjà se prévaloir d'un indicateur politique majeur : l'adhésion des députés à ses orientations de gestion.

L'adoption unanime du budget 2027 vient conforter cette dynamique. Elle traduit une volonté collective de faire de la rigueur budgétaire un levier de performance institutionnelle.

Avec 31,6 milliards FCFA pour l'exercice 2027, contre plus de 33 milliards en 2026, l'Assemblée nationale affiche ainsi une volonté de sobriété dans ses dépenses, sans renoncer à ses missions essentielles.

Le message du Parlement est donc clair : accompagner la dynamique impulsée par Joseph Djogbénou et faire de la responsabilité dans la gestion des ressources publiques un marqueur de la 10^e législature.

Emeric Joël ALLAGBE



ASSEMBLÉE NATIONALE | BUDGET 2027

Djamilatou Sabi Mohamed salue les efforts de rationalisation engagés par le président Djogbénou et la questure



Réunis en séance plénière ce mercredi 9 septembre 2026 au Palais des Gouverneurs à Porto-Novo, les députés de la 10^e législature ont adopté le projet de budget de l'Assemblée nationale pour l'exercice 2027. Arrêté à 31 641 329 965 FCFA, ce budget est marqué par une baisse globale des crédits, mais également par des choix visant à améliorer l'efficacité et la maîtrise des dépenses de l'Institution.

L'Assemblée nationale se dote de son premier budget de la 10^e législature.

Au terme des débats en séance plénière, les députés ont donné leur accord au projet de budget 2027, dont le montant s'établit à 31,641 milliards de FCFA.

À la tribune, la députée Djamilatou Sabi Mohamed a particulièrement apprécié les orientations retenues dans ce projet de budget. Elle a notamment adressé ses félicitations au président de l'Assemblée nationale, Joseph Fiamè Djogbénou, ainsi qu'aux deux questeurs, Labiou Amadou Djibril et Chantal Ahyi, et aux cadres parle-

mentaires pour le travail réalisé.

Une baisse globale des crédits

Dans son intervention, l'élue a relevé que le budget 2027 connaît une diminution globale de 4,37 % par rapport aux crédits votés pour l'exercice 2026.

Cette évolution doit toutefois être relativisée, selon elle, puisque les dépenses exceptionnelles engagées pour l'installation de la 10^e législature ne sont pas reconduites dans les prévisions de 2027. En excluant ces charges particulières, les prévisions budgétaires affichent plutôt une progression de 6,16 %.

Pour Djamilatou Sabi Mohamed, cette situation traduit surtout une volonté de mieux maîtriser les dépenses publiques.

La questure félicitée pour ses choix budgétaires

La députée a salué l'effort de rationalisation observé dans la construction du budget. Les dépenses de personnel sont annoncées en baisse de 7,13 %, tandis que les crédits consacrés aux achats de biens et services diminuent de 6,80 %.

Des évolutions qui, à ses yeux, témoignent d'une volonté de contenir les dépenses de fonctionnement et

de favoriser une utilisation plus efficiente des ressources mises à la disposition du Parlement.

Parallèlement, les crédits destinés aux constructions, aménagements et grosses réparations connaissent une hausse de 20,70 %. Une progression qui devrait contribuer à l'amélioration des infrastructures parlementaires et des conditions de travail.

Un budget tourné vers la performance

Pour la députée, le budget d'une institution parlementaire ne saurait se limiter à une succession de chiffres. Il doit constituer un véritable outil de performance au service de l'Assemblée nationale et, au-delà, des citoyens.

Elle a ainsi plaidé pour le renforcement des moyens consacrés à la qualité du travail parlementaire, à la documentation et à l'expertise des députés, mais également à la digitalisation des procédures parlementaires.

L'élue a par ailleurs évoqué le niveau d'exécution du budget 2026. Après les trois premiers quarts de la gestion, le taux d'engagement global s'établissait à 65,40 %, une situation qui, selon elle, impose de maintenir les efforts de rigueur, de transparence et de bonne gouvernance dans l'utilisation des ressources publiques.

Une nouvelle ambition pour la 10^e législature

Djamilatou Sabi Mohamed considère le budget 2027 comme un acte fondateur pour la nouvelle équipe dirigeante de l'Assemblée nationale. Elle estime qu'il doit accompagner la transformation de l'Institution en un Parlement plus moderne, plus efficace, plus proche des citoyens et davantage orienté vers les résultats.

Au terme de son intervention, la députée a jugé que le projet présenté constituait une base raisonnable pour permettre à l'Assemblée nationale de remplir ses missions constitutionnelles.

Elle a également salué la qualité du travail de la questure, soulignant la clarté et la lisibilité du document budgétaire soumis à l'examen des élus.

Tout en appelant à une gestion rigoureuse et transparente des crédits, Djamilatou Sabi Mohamed a invité ses collègues députés à approuver le projet de budget de l'Assemblée nationale, gestion 2027.

Le texte a finalement été adopté par les députés, ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre des orientations budgétaires de la première année pleine de la 10^e législature.

Emeric Joël ALLAGBE

Armand Gansè salue la rigueur de Djogbénou et appelle à l'unité autour du budget 2027

Un budget de 31,64 milliards FCFA adopté dans un esprit de rationalisation et de responsabilité

Les députés de la 10^e législature ont adopté, ce mercredi 9 septembre 2026, au Palais des Gouverneurs à Porto-Novo, le projet de budget de l'Assemblée nationale au titre de l'exercice 2027. Le montant arrêté s'élève à 31 641 329 965 FCFA, soit une enveloppe en baisse par rapport à la dotation de 2026.

Au cours de l'examen du projet, le député Armand Gansè a particulièrement salué la démarche engagée sous l'impulsion du président de l'Assemblée nationale, Joseph Djogbénou, qu'il présente comme le garant d'une gestion rigoureuse, moderne et responsable des ressources de l'institution parlementaire.

Pour l'écu, la baisse affichée ne doit toutefois pas être interprétée isolément. Elle s'explique notamment par la prise en compte, dans la dotation de 2026, de cré-

ditions exceptionnelles liés à l'installation de la 10^e législature. En dehors de ces dépenses ponctuelles, le député estime que la structure du budget demeure stable.

Une gestion parlementaire placée sous le signe de la rationalisation

Dans son intervention, Armand Gansè a insisté sur la volonté de poursuivre une politique de réduction et de rationalisation des dépenses publiques. Une orientation qui, selon lui, traduit la cohérence de la vision portée par le président Joseph Djogbénou et son engagement en faveur d'une administration parlementaire plus efficace.

« Je salue le leadership rigoureux et le patriotisme de Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, qui garantit cette trajectoire budgétaire vertueuse », a déclaré le député.

Il estime également que cette démarche participe à la continuité de l'État et à la modernisation de l'institution parlementaire, dans

une logique où l'intérêt national demeure le principal référentiel.

Continuité, efficacité et développement durable

Pour Armand Gansè, le budget 2027 traduit à la fois une volonté de continuité et d'ambition. Il repose, selon lui, sur trois orientations majeures : garantir un fonctionnement optimal de l'institution, renforcer sa visibilité et inscrire son action dans une perspective de développement durable.

Cette trajectoire doit également permettre au Parlement de poursuivre ses missions dans le respect des principes de bonne gouvernance et avec une attention constante portée au bien-être des populations.

« Voter ce budget, c'est afficher un Parlement mûr et uni »

Au terme de son intervention, le député Armand Gansè a appelé ses collègues à soutenir massivement



le projet de budget, estimant que son adoption constitue un signal fort de responsabilité et de cohésion au sein de la représentation nationale.

« Voter ce budget, c'est afficher un Parlement mûr et uni », a-t-il martelé avant d'inviter ses collègues à l'adopter à l'unanimité.

À travers cette prise de position,

l'écu réaffirme ainsi son soutien à la démarche de rationalisation budgétaire conduite par le président de l'Assemblée nationale et met en avant une image de la 10^e législature placée sous le signe de la responsabilité, de la discipline financière et de l'unité autour de l'intérêt général.

Emeric Joël ALLAGBE

ASSEMBLÉE NATIONALE – BUDGET 2027

Ahouanvoébla plaide pour une meilleure anticipation des charges du Parlement



Le député attire l'attention sur la baisse de 9 % du budget et invite l'institution parlementaire à anticiper les dépenses liées à ses futures évolutions

Au cours des échanges consacrés au projet de budget de l'Assemblée nationale pour la gestion 2027, le député Augustin Ahouanvoébla a livré une intervention marquée par la précision de ses observations et son souci d'anticiper les défis auxquels l'institution parlementaire pourrait être confrontée.

S'exprimant devant le président de l'Assemblée nationale, l'élu a d'abord attiré l'attention sur l'évolution

du budget proposé. S'appuyant sur les données budgétaires examinées par les députés, il relève une régression de plus de 3,5 milliards de francs CFA, soit environ 9 %.

Pour Augustin Ahouanvoébla, cette diminution doit être clairement intégrée dans les projections gouvernementales. « Cela veut dire qu'il faut que le Gouvernement note dans son agenda que notre budget a été réduit de 9 % », a-t-il fait observer, tout en précisant que cette baisse ne remet nullement en cause la qualité des documents soumis à l'examen des parlementaires.

Prévoir les conséquences des prochaines réformes

Au-delà du seul niveau des crédits, le député a surtout insisté sur la nécessité pour l'Assemblée nationale de se projeter dans l'avenir. Partant du principe que « gouverner, c'est prévoir », il a évoqué les prochaines évolutions du règlement intérieur du Parlement.

Selon lui, le travail annoncé sur ce texte, qu'il qualifie de « périlleux », pourrait entraîner de nouvelles implications financières et administratives pour l'institution.

Augustin Ahouanvoébla invite ainsi la présidence de l'Assemblée nationale à anticiper les dépenses susceptibles de découler de la nouvelle organisation parlementaire qui résultera de cette réforme. Il estime que les mécanismes appropriés devront être trouvés afin que l'institution puisse faire face à ces éventuelles nouvelles charges sans difficulté.

Des conditions à garantir pour les nouveaux parlementaires

Le député a également abordé la question de l'accueil et de la valorisation des futurs parlementaires. Avec l'arrivée prochaine de nouveaux collègues au sein de l'institution, il souhaite que les dispositions nécessaires soient prises pour accompagner les différents moments solennels qui rythment la vie parlementaire.

Il a notamment évoqué les séances consacrées aux distinctions et décorations, estimant que les ressources nécessaires devront être mobilisées afin de permettre à l'Assemblée nationale de donner à ces cérémonies toute la considération qu'elles méritent.

Une intervention tournée vers l'anticipation

À travers son intervention, Augustin Ahouanvoébla a donc dépassé la seule lecture des chiffres budgétaires pour poser la question de la capacité d'anticipation de l'institution parlementaire.

Entre la baisse des crédits, les futures évolutions du règlement intérieur et les nouvelles dépenses susceptibles d'accompagner l'arrivée de nouveaux députés, son message se veut clair : l'Assemblée nationale doit continuer à prévoir, à s'adapter et à se donner les moyens de remplir efficacement ses missions.

Une contribution qui illustre, une nouvelle fois, l'importance des débats parlementaires dans l'amélioration de la gouvernance et dans la préparation des défis futurs de l'institution.

Emeric Joël ALLAGBE

ABOMEY-CALAVI

LA MAIRIE ACCORDE 72 HEURES AUX OCCUPANTS DE L'AXE GODOMEY-AKASSATO



Les occupants des emprises publiques sont appelés à libérer volontairement les lieux avant toute opération de dégagement

La mairie d'Abomey-Calavi lance une nouvelle opération de libération des emprises publiques le long de l'axe Godomey-Akassato. Dans un communiqué en date de ce mercredi 9 septembre 2026, le maire Nathanaël D. Koty accorde un délai de

72 heures aux riverains, exploitants et autres occupants installés dans les espaces concernés par les travaux.

Un délai de trois jours pour libérer les emprises

À compter de ce mercredi 9 septembre, les personnes occupant les espaces situés dans l'emprise des travaux sont invitées à procéder elles-mêmes au dégagement des lieux. La mairie demande notamment aux riverains et exploitants concernés de prendre les dispositions nécessaires pour déplacer leurs installations dans le délai imparti.

Cette décision intervient dans le cadre des travaux d'entretien de l'axe Godomey-Akassato, ainsi que de l'aménagement des contre-allées au niveau du carrefour Arconville, à Akassato.

Des dégagements forcés annoncés après l'ultimatum

La mairie prévient qu'à l'expiration des 72 heures, aucune occupation ne sera tolérée dans les zones concernées. Les services compétents procéderont

alors au dégagement systématique des installations, bâtiments ou autres occupations encore présents sur les emprises.

L'opération devrait être menée en collaboration avec les forces de l'ordre. Les occupants qui ne se seront pas exécutés volontairement dans le délai fixé s'exposent ainsi au retrait de leurs installations.

La mairie appelle à l'anticipation

À travers cette mesure, l'administration communale entend libérer les espaces nécessaires à la réalisation des travaux prévus sur cet axe stratégique de la commune. Elle invite donc les personnes concernées à anticiper l'opération afin d'éviter d'éventuels désagréments.

Le compte à rebours est ainsi lancé pour les occupants concernés : 72 heures pour libérer volontairement les emprises de l'axe Godomey-Akassato, avant l'intervention annoncée des services municipaux et des forces de l'ordre.

Emeric Joël ALLAGBE

Les résidences FENOOU

Votre confort, notre priorité

Loin de chez vous,
**RETROUVEZ LA CHALEUR
D'UN FOYER !**

Chambres privées et cuisine conviviale
pour partager des repas faits maison,
rire et préparer vos aventures
du lendemain.

L'expérience idéale
pour profiter à votre rythme !

• CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique

GROUPES ÉLECTROGÈNES DISPONIBLES SUR LE LIEU



Profitez d'un séjour sans interruption
grâce à notre groupe électrogène
qui assure votre confort en toutes
circonstances !



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

VOTE DU BUDGET 2027 DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Paulin Akponna salue un budget « techniquement et politiquement correct »



Le député met en avant la rigueur financière, la transformation numérique et le renforcement des capacités du Parlement

L'Assemblée nationale a franchi une nouvelle étape dans la préparation de son exercice budgétaire 2027. Réunis au Palais des Gouverneurs à Porto-Novo, les députés ont adopté, ce mercredi, le projet de budget de l'institution parlementaire, arrêté à 31 641 329 965 FCFA, contre 35 179 673 587 FCFA au titre de l'exercice 2026.

Au cours des débats généraux, l'intervention de l'He Paulin Akponna a particulièrement retenu l'attention. Avec une lecture essentiellement technique du document budgétaire, le parlementaire a salué les choix opérés par les responsables de la gestion financière de l'institution et notamment par les questeurs.

Pour l'élu, le projet soumis à l'appréciation des députés traduit une orientation claire : faire mieux avec des dépenses davantage maîtrisées, tout en donnant au Parlement les moyens né-

cessaires à l'accomplissement de ses missions constitutionnelles.

Une baisse qui traduit une optimisation

Dans son analyse, Paulin Akponna s'est d'abord intéressé à l'évolution du volume budgétaire. Le budget 2027, fixé à 31,64 milliards de FCFA, connaît une diminution par rapport au budget 2026.

Loin d'y voir un signe de recul, le député considère cette évolution comme la conséquence d'une meilleure maîtrise des charges. Il rappelle que l'année 2026 avait été marquée par des dépenses exceptionnelles liées notamment à l'installation de la nouvelle législature, aux séminaires d'imprégnation ainsi qu'au renouvellement de certains équipements.

La disparition de ces charges exceptionnelles en 2027 constitue, selon lui, un signal positif de discipline budgétaire.

« Ce document traduit une vision responsable, rigoureuse et parfaitement cohérente avec les exigences de nos missions parlementaires », a-t-il notamment fait observer.

Le député souligne ainsi que la réduction du budget ne doit pas être interprétée comme un affaiblissement de l'institution. Elle témoignerait plutôt d'une volonté de rationaliser les dépenses et de privilégier les investissements et les actions directement liés aux missions du Parlement.

Un Parlement plus moderne et plus performant

Paulin Akponna a également mis en évidence plusieurs priorités contenues dans le projet de budget 2027.

Il cite notamment la modernisation et la transformation numérique de l'Assemblée nationale, avec l'automatisation progressive des processus

de travail. Cette orientation doit contribuer, selon lui, à rendre l'institution plus performante, plus connectée et plus efficace.

Le renforcement continu des capacités des députés et du personnel parlementaire figure également parmi les orientations saluées par l'élu.

Autre priorité mise en avant : la redevabilité et le contrôle de l'action gouvernementale. Pour Paulin Akponna, l'Assemblée nationale doit disposer de moyens suffisamment solides pour exercer pleinement ses prérogatives constitutionnelles, aussi bien au niveau national que dans le suivi des réalités locales.

Des conditions de travail adaptées aux responsabilités des élus

Le parlementaire a par ailleurs insisté sur la nécessité d'offrir aux députés et à l'administration parlementaire un environnement de travail à la hauteur de leurs responsabilités.

À ce titre, il a évoqué la poursuite des investissements en infrastructures, notamment l'aboutissement du chantier du nouveau siège de l'Assemblée nationale, présenté comme un élément important de la modernisation de l'institution.

Pour lui, ces investissements doivent avant tout contribuer à améliorer l'efficacité du travail parlementaire et, par conséquent, la qualité du service rendu au peuple béninois.

65,40 % d'exécution en huit mois

Dans son argumentaire, Paulin Akponna s'est également appuyé sur le niveau d'exécution du budget 2026. Celui-ci était, à la date de présentation du projet 2027, exécuté à hauteur de 65,40 %.

Pour le député, ce niveau d'exécution constitue un indicateur appréciable au regard de la période considérée, soit huit mois sur douze,

et permet d'évaluer la capacité de l'institution à réaliser les activités et investissements programmés.

Il établit par ailleurs une comparaison entre le projet de budget 2027 et le budget initial de 2026, arrêté à 33 085 700 909 FCFA. La nouvelle enveloppe de 31 641 329 965 FCFA représente ainsi une baisse de 4,37 %.

Une évolution que le député analyse comme le résultat d'une démarche d'optimisation plutôt que comme un ralentissement de l'action parlementaire.

« Un budget techniquement et politiquement correct »

Au terme de son intervention, Paulin Akponna a livré une appréciation sans ambiguïté du projet soumis au vote.

« Ce projet de budget est techniquement et politiquement correct », a-t-il déclaré, avant d'exprimer son entière adhésion au document.

Le député a également rendu hommage au travail accompli par les questeurs, qu'il a qualifié de rigoureux et remarquable, avant d'inviter ses collègues parlementaires à approuver le projet de budget.

À travers cette prise de position, Paulin Akponna défend donc un budget 2027 qu'il présente comme celui de la sobriété, de la rationalisation des dépenses, de la modernisation et de l'efficacité institutionnelle.

L'adoption de cette enveloppe de 31,64 milliards de FCFA vient ainsi consacrer une orientation budgétaire qui entend concilier maîtrise des charges et renforcement des moyens nécessaires au fonctionnement et à la modernisation de l'Assemblée nationale.

Emeric Joël ALLAGBE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Gouvernement renforce l'accompagnement social des étudiants

Au Bénin, le Gouvernement poursuit le renforcement des actions sociales en faveur des jeunes engagés dans les études supérieures et la formation technique et professionnelle. À travers différentes mesures d'accompagnement, l'Exécutif entend améliorer les conditions d'apprentissage et apporter davantage de réponses aux préoccupations des étudiants et apprenants.

Cette dynamique traduit la volonté des pouvoirs publics de placer l'éducation, la formation et l'épanouissement de la jeunesse au cœur des priorités nationales. L'objectif est notamment de contribuer à réduire les difficultés susceptibles de compromettre la poursuite des études et de favoriser de meilleures conditions de formation.

L'accompagnement concerne les étudiants de l'enseignement supérieur ainsi que les apprenants des filières de formation technique. Ces mesures sociales viennent ainsi compléter les efforts engagés pour rendre l'accès à la formation plus équitable et renforcer les opportunités offertes à la jeunesse

béninoise.

À travers cette politique, le Gouvernement réaffirme son ambition de construire un système éducatif davantage attentif aux besoins des apprenants, tout en investissant dans le développement du capital humain. Une orientation qui s'inscrit dans la vision d'un Bénin où aucun jeune ne devrait être contraint d'abandonner sa formation faute de soutien.

Cette approche participe également à la consolidation des acquis sociaux enregistrés ces dernières années et à la mise en œuvre d'une politique publique davantage tournée vers les réalités quotidiennes des populations.

Avec le renforcement de l'accompagnement des étudiants et apprenants, le Gouvernement entend ainsi maintenir le cap d'une politique sociale plus inclusive, au service de la jeunesse et du développement du Bénin.

Emeric Joël ALLAGBE



ÉDUCATION – RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027

Porto-Novo : Clément Hounkpè et la Ligue des Jeunes redonnent le sourire aux enfants démunis



À quelques jours de la rentrée scolaire 2026-2027, la solidarité s'organise une nouvelle fois autour des enfants issus de familles vulnérables à Porto-Novo. Le conseiller municipal Clément Hounkpè et la Ligue des Jeunes ont renouvelé leur engagement aux côtés des enfants démunis, à travers une action sociale destinée à les accompagner dans cette période particulièrement importante.

La rentrée scolaire ne se résume pas seulement à la reprise des cours. Pour de nombreuses familles, elle représente également une période de fortes dépenses, notamment pour l'achat des fournitures et autres effets nécessaires à la scolarité des enfants. Conscient de ces difficultés, Clément Hounkpè, en collaboration avec la Ligue des Jeunes, a une nouvelle fois choisi de placer la solidarité au cœur de son action.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche sociale devenue régulière à l'approche de chaque rentrée scolaire. Elle vise notamment à apporter un soutien aux enfants issus de familles démunies et à leur permettre d'aborder la nouvelle année académique dans de meilleures conditions.

À travers cette action, le conseiller municipal entend ainsi contribuer, à son niveau, à la réduction des difficultés auxquelles sont confrontées certaines familles de Porto-Novo. L'objectif est également de rappeler que l'éducation et l'avenir des enfants constituent une responsabilité collective.

Pour Clément Hounkpè et la Ligue des Jeunes, cette démarche traduit donc une volonté de rester proches des populations et particulièrement des couches les plus vul-

nérables. Elle vient une fois encore illustrer leur engagement en faveur de la jeunesse et de la promotion de l'éducation.

Au-delà du geste matériel, cette initiative porte un message de solidarité et d'espoir. Elle rappelle que chaque enfant, quelles que soient les difficultés de sa famille, doit pouvoir commencer l'année scolaire avec dignité et sérénité.

Avec cette nouvelle action, Clément Hounkpè et la Ligue des Jeunes réaffirment ainsi leur engagement aux côtés des enfants vulnérables de Porto-Novo, faisant de la solidarité un levier au service de l'éducation et de l'avenir de la jeunesse.

Emeric Joël ALLAGBE



ÉDUCATION AU BÉNIN

145 580 élèves du primaire bénéficient de kits scolaires gratuits



Le Gouvernement béninois renforce son accompagnement des familles à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027. Au total, 145 580 apprenants du primaire bénéficieront gratuitement de kits scolaires sur l'ensemble du territoire national.

À quelques jours de la rentrée scolaire 2026-2027, le Gouvernement béninois poursuit ses actions en faveur de l'accès équitable à l'éducation. Une importante opération de distribution gratuite de fournitures scolaires est prévue au profit de milliers d'enfants issus notamment de fa-

milles vulnérables.

Selon les dispositions annoncées, 145 580 apprenants du primaire sont concernés par cette mesure. À travers cette initiative, les autorités entendent contribuer à alléger les dépenses auxquelles sont confrontés les parents d'élèves au moment de la rentrée.

La mise à disposition de ces kits scolaires constitue également un appui aux familles et un levier pour favoriser de meilleures conditions d'apprentissage. Elle s'inscrit dans la politique sociale mise en œuvre dans le secteur éducatif afin de réduire les obstacles susceptibles de compromettre la scolarisation et le maintien des enfants à l'école.

Cette action intervient dans un contexte où le Gouvernement multiplie les initia-

tives pour améliorer l'accès à l'éducation et renforcer les conditions d'apprentissage dans les établissements scolaires.

Pour les bénéficiaires et leurs parents, cette dotation représente ainsi un soutien concret à l'entame de la nouvelle année scolaire. Elle traduit également la volonté des pouvoirs publics de faire de l'éducation une priorité, en veillant à ce que les contraintes financières ne constituent pas un frein à la scolarisation des enfants.

Avec ces 145 580 kits scolaires gratuits, l'exécutif entend donc accompagner davantage les familles et permettre aux apprenants concernés d'aborder la rentrée scolaire 2026-2027 dans de meilleures conditions.

Emeric Joël ALLAGBE

PORTO-NOVO | VIE ASSOCIATIVE ET SOLIDARITÉ

L'AFEB célèbre cinq années d'engagement pour la santé et la dignité des femmes

À Porto-Novo, l'Association des femmes pour l'épanouissement et le bien-être (AFEB) a marqué d'une pierre blanche ses cinq années d'existence. À l'occasion de sa troisième grande fête, organisée dimanche 6 septembre 2026, l'association a placé la solidarité, la santé féminine et le bien-être au cœur des célébrations. Une initiative soutenue notamment par l'opérateur économique Victor Semassa et plusieurs autres parrains.

La ville de Porto-Novo a été, dimanche dernier, le théâtre d'une journée placée sous le signe de la foi, de la solidarité et de la sensibilisation sanitaire. À travers sa troisième édition de la grande fête annuelle, l'AFEB a célébré cinq années d'actions en faveur de l'épanouissement des femmes et du renforcement des liens de solidarité entre ses membres.

Une messe d'action de grâce pour lancer les festivités

Les manifestations ont démarré à l'aumônerie Sainte-Geneviève du Camp 2 de Porto-Novo. Membres et invités de l'AFEB se sont retrouvés autour d'une messe d'action de grâce.

Ce moment de recueillement a permis aux participantes de rendre grâce pour les cinq années d'existence de l'association, mais également de prier pour la réussite de ses prochaines initiatives et la protection de ses membres.

Au-delà de son caractère festif, cette célébration religieuse a rappelé les valeurs qui fondent l'engagement de l'AFEB : solidarité, fraternité et soutien mutuel.

« Solidarité-Dignité-Progrès », une vision au service des femmes

Depuis sa création, l'AFEB s'est donné pour ambition de contribuer à l'épanouissement des femmes et de lutter contre leur isolement face aux difficultés de la vie quotidienne.



L'association réunit des femmes issues de différents milieux socioprofessionnels, notamment des coiffeuses, artisanes, commerçantes et fonctionnaires. Cette diversité constitue l'une de ses principales forces et favorise une véritable dynamique d'entraide.

À travers son triptyque « Solidarité-Dignité-Progrès », l'AFEB mène également des actions sociales financées par les cotisations de ses membres. Soutien aux personnes vulnérables, assistance aux femmes en difficulté ou encore accompagnement des orphelins : autant d'initiatives qui traduisent la volonté de l'association de faire de la solidarité une réalité concrète.

Le dépistage précoce au centre de la sensibilisation

Après la célébration religieuse, les activités se sont poursuivies sur la terrasse EAP, à Akonaboè, dans les locaux de la Maison Victor Semassa.

La rencontre a notamment été marquée par une communication consacrée à une question majeure de santé publique : l'importance du dépistage précoce du cancer du col de l'utérus et du cancer du sein.

Cette communication a été animée par le Dr Doris Kakpo, épouse Semassa. Devant les membres et invités de l'AFEB, elle a insisté sur l'importance de la prévention, de l'information et du dépistage afin de favoriser une prise en charge précoce des maladies.

Les échanges ont permis aux participantes de mieux comprendre les enjeux liés à ces pathologies et l'importance d'adopter une démarche préventive pour préserver leur santé.

Victor Semassa et les parrains salués pour leur accompagnement

À l'issue de cette communication, la présidente de l'AFEB, Mme



Laryssa Hounkpatin, a exprimé sa reconnaissance au Dr Doris Kakpo pour la pertinence et la clarté de son intervention.

Elle a également adressé ses remerciements aux différents parrains ayant contribué à la réussite de cette troisième édition. Il s'agit notamment de Jules Kougblenou, Eric Djossou, François Tankpinou, Ferdinand Senou, David Videhouenou, Gildas Sagbo et Mathias Gbedan.

Une reconnaissance particulière a été adressée à Victor Semassa et à son épouse, dont l'implication a été saluée par les responsables de l'association. Leur accompagnement est présenté comme un soutien important aux actions de l'AFEB en faveur du bien-être des femmes.

L'AFEB appelle à davantage de soutien

Profitant de cette célébration, la présidente Laryssa Hounkpatin a lancé un appel aux mécènes, organisations internationales, entreprises et personnes de bonne volonté désireux d'accompagner les initiatives de l'association.

L'objectif est clair : permettre à l'AFEB de renforcer ses actions sociales et sanitaires et de toucher davantage de femmes à Porto-Novo et au-delà.

La journée s'est achevée dans une ambiance conviviale, entre réjouissances, échanges et fraternité. Une manière pour les membres de l'AFEB de renouveler leur engagement autour d'une conviction commune : œuvrer ensemble pour la santé, la dignité et le bien-être des femmes.

Emeric Joël ALLAGBE



ÉCONOMIE ET COMMERCE MARITIME

Port de Cotonou : une infrastructure en mouvement au service de l'économie béninoise

Le Port autonome de Cotonou poursuit sa dynamique de modernisation et de performance, avec une activité portée au quotidien par des femmes et des hommes engagés dans le développement des échanges commerciaux du Bénin avec le reste du monde.

Au Port autonome de Cotonou, chaque mouvement contribue à une ambition plus large : renforcer la place du Bénin dans les échanges commerciaux régionaux et internationaux. Derrière l'arrivée d'un navire, le déchargement d'une marchandise ou encore son acheminement vers sa destination finale, se trouve une importante chaîne d'acteurs mobilisés pour assurer la fluidité et l'efficacité des opérations portuaires.

La performance du port repose ainsi sur la coordination, la précision et l'engagement de nombreux professionnels. Leur travail quotidien permet d'accompagner les activités économiques, de faciliter les échanges et de soutenir les ambitions des opérateurs économiques.

Un lien stratégique entre le Bénin et le monde

Véritable porte d'entrée et de sortie pour une partie importante des marchandises destinées au Bénin et aux pays de la sous-région, le Port autonome de Cotonou entend consolider son rôle stratégique dans le développement économique national.

À travers ses activités, l'infrastructure

portuaire ambitionne de relier davantage le Bénin aux marchés internationaux, tout en offrant aux entreprises et aux partenaires des conditions favorables à la réalisation de leurs projets.

Cette dynamique s'inscrit dans une vision où la modernisation des infrastructures, l'amélioration des services et la recherche permanente de performance constituent des leviers essentiels pour renforcer la compétitivité du Bénin.

Un port tourné vers l'avenir

Au-delà des navires et des marchandises, le Port autonome de Cotonou met en avant une communauté de travailleurs et de partenaires qui contribuent, chacun à son niveau, à faire fonctionner cette

plateforme stratégique.

L'objectif affiché est clair : accompagner les ambitions économiques, ouvrir de nouvelles perspectives et participer à la construction d'un avenir plus prospère pour le Bénin.

À travers une vidéo de présentation, le Port autonome de Cotonou invite le public à découvrir, en images, le quotidien d'une infrastructure en pleine activité et au cœur des échanges économiques.

Port autonome de Cotonou : une plateforme stratégique, un partenaire engagé au service du développement et de la croissance économique du Bénin.

Emeric Joël ALLAGBE

ORIENTATION DU MAJOR DU BAC 2026

Le Directeur des Bourses met fin à la polémique



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Le Major national du Baccalauréat 2026 admis à la FASEG de l'Université d'Abomey-Calavi n'a été victime d'aucune erreur d'orientation. Le Directeur des Bourses et Aides Universitaires (DBAU) assure que son admission résulte simplement des choix qu'il a lui-même formulés sur la plateforme AprèsMonBac.

Une vive polémique agite depuis quelques jours les réseaux sociaux et l'opinion publique au Bénin. Au cœur des discussions : l'orientation du premier au plan national au Baccalauréat 2026, pourtant bénéficiaire d'une bourse d'excellence, vers la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG) de l'Université d'Abomey-Calavi.

Pour certains internautes, cette orientation serait le résultat d'un dysfonctionnement du système ou d'une décision imposée au jeune bachelier. Des accusations que vient fermement dé-

mentir la Direction des Bourses et Aides Universitaires.

Le candidat a lui-même choisi la FASEG

Selon les explications apportées par le DBAU, aucune erreur technique n'est à l'origine de l'orientation du Major national.

Le jeune bachelier aurait lui-même renseigné ses choix sur la plateforme AprèsMonBac. « Ce candidat, boursier d'excellence, a renseigné lui-même trois choix sur la plateforme. Il a fait en premier choix la FASEG, en deuxième choix l'ENEAM et en troisième choix encore la FASEG », a expliqué le Directeur des Bourses et Aides Universitaires.

Ces éléments permettent ainsi de comprendre que l'orientation vers la FASEG correspond au premier vœu exprimé par le Major. Son choix n'au-

rait donc fait l'objet d'aucune modification de la part de l'administration.

La bourse d'excellence : un dispositif particulier

La Direction des Bourses rappelle également les règles qui encadrent l'attribution de la bourse d'excellence.

Le statut accordé aux meilleurs bacheliers leur permet de bénéficier d'un régime particulier dans le processus d'orientation universitaire. Dans le cas du Major national, le système prend en compte en priorité le premier choix formulé par le candidat, conformément aux dispositions en vigueur.

Ainsi, dès lors que la FASEG figurait en tête des vœux renseignés par le jeune bachelier, son orientation vers cette faculté s'est effectuée conformément à son choix.

« Rien ne lui a été imposé »

Face aux nombreuses interrogations suscitées par cette affaire, le Directeur des Bourses et Aides Universitaires

veut donc lever toute équivoque.

« Conformément aux textes qui régissent le classement au niveau national, lorsqu'on est boursier d'excellence, le système attribue automatiquement le premier choix exprimé. C'est un choix avisé qu'il a fait en toute connaissance de cause. Rien ne lui a été imposé », a-t-il martelé.

Cette clarification permet de mettre en lumière le fonctionnement du dispositif numérique d'orientation et de rappeler que les choix renseignés par les candidats constituent un élément déterminant dans leur affectation.

Le Major du BAC 2026 poursuivra donc son parcours universitaire à la FASEG de l'Université d'Abomey-Calavi, avec le bénéfice de la bourse d'excellence qui lui a été accordée par l'État béninois. Une orientation qui, selon les explications officielles, est avant tout le résultat de sa propre volonté.

Emeric Joël ALLAGBE

ÉDUCATION ET PROTECTION SOCIALE

Cantines scolaires : le gouvernement Wadagni veut franchir un nouveau cap



L'exécutif ambitionne d'étendre les repas scolaires à toutes les écoles du Bénin

Le gouvernement du président Romuald Wadagni entend consolider les acquis du régime de Patrice Talon dans le domaine de l'éducation

et renforcer les dispositifs sociaux en faveur des apprenants. Parmi les priorités affichées figure l'extension des cantines scolaires à l'ensemble du territoire national.

L'ambition est claire : permettre à un plus grand nombre d'enfants,

quelle que soit leur commune, de bénéficier de repas chauds pendant les journées de classe. Pour l'exécutif, cette mesure constitue un important levier pour améliorer les conditions d'apprentissage, lutter contre l'abandon scolaire et favoriser le maintien des enfants à l'école.

Cette politique s'inscrit dans la continuité des actions engagées ces dernières années pour améliorer l'accès et le maintien des enfants dans le système éducatif. Le gouvernement souhaite désormais renforcer cette dynamique et assurer une couverture plus large des établissements scolaires.

Le ministre porte-parole du gouvernement, Wilfried Léandre Houngbédji, a expliqué cette vision et réaffirmé la volonté de l'exécutif

de poursuivre les efforts entrepris dans ce secteur. Selon l'orientation présentée, l'alimentation scolaire ne doit pas seulement être perçue comme une aide sociale, mais également comme un investissement en faveur de la réussite des enfants et du développement du capital humain.

À travers cette ambition, le gouvernement Wadagni entend ainsi faire de l'accès à l'alimentation scolaire un outil supplémentaire pour garantir l'égalité des chances et maintenir les enfants sur les bancs de l'école.

Emeric Joël ALLAGBE

CONTACTEZ-NOUS

☎ 0142533031
✉ victoriaaaisi500@gmail.com
📷 victoria_event's
🎵 victoria_event's



SCANNEZ-MOI
SUR WHATSAPP



Élégance - Professionnalisme - Excellence



Victoria Aissi
Fondatrice & Directrice Générale

QUI SOMMES-NOUS ?

Victoria Event's est une agence d'événementiel spécialisée dans la mise à disposition de personnel qualifié pour tout type d'événements.

Nous accompagnons les entreprises, institutions et particuliers en garantissant une prestation à la hauteur de leur image.

NOTRE MISSION
valoriser l'image de nos clients grâce à un personnel élégant, professionnel et réactif.

NOS VALEURS

- 🏆 Élégance
- 👥 Professionnalisme
- ✂️ Excellence
- 🕒 Ponctualité
- 🔒 Confidentialité
- ✅ Satisfaction client



L'ÉLÉGANCE AU SERVICE DE
VOS ÉVÉNEMENTS

AGENCE D'ÉVÉNEMENTIEL & DE MISE A DISPOSITION DE
PERSONNEL ÉVÉNEMENTIEL



VOTRE ÉVÉNEMENT, NOTRE PASSION

NOS SERVICES



- Hôtesse d'accueil
- Personnel protocolaire
- Personnel VIP
- Animation commerciale
- Promotion de marques
- Street Marketing
- Foires & Salons
- Serveuses événementielles
- Mannequins

Des équipes sélectionnées, formées et encadrées pour représenter votre image avec élégance et professionnalisme.

NOS REALISATIONS



Plusieurs entreprises et institutions nous font confiance pour représenter leur image avec professionnalisme

POURQUOI CHOISIR VICTORIA EVENTS?

- 👤 Personnel qualité et expérimenté
- 👥 Présentation irréprochable
- 👗 Tenues élégantes et adaptées
- 🕒 Ponctualité et discipline
- 👂 Supervision et encadrement permanent
- 🔄 Réactivité et disponibilité 7/7
- ✅ Service premium et sur mesure
- 🎯 Adaptation à chaque type d'événement



Deux espaces d'exception, UN CONFORT ABSOLU

Pour vos événements, séjours et moments inoubliables.



Les résidences

FENOU

Votre confort, notre priorité



Chambres privées et cuisine conviviale



Luxe et confort, décor authentique



Emplacement stratégique



Groupe électrogène disponible



ELONA HOUSE



Salles de fêtes et de conférences

Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... Elona House est l'espace idéal pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.



ASSISTANCE
TECHNIQUE
PRO



GRANDE
CAPACITÉ
MODULABLE



SALLES
CLIMATISÉES



GROUPE
ÉLECTROGÈNE
DISPONIBLE



Djassin Hounvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707



GROUPE
ÉLECTROGÈNE
DISPONIBLE
SUR LES DEUX SITES